



ACTIVISME JEUNESSE

 parcours – défis – apprentissages



○ **CIVICUS**

Andrew Firmin, Rédacteur en chef

Elisa Novoa, Coordinatrice de l'engagement des jeunes

Leonardo Parraga, Chargé de l'engagement numérique des jeunes

Inés M. Pousadela, Spécialiste principal de la recherche

○ **ÉQUIPE DE RECHERCHE JEUNESSE**

Mohammed Aziz (Bangladesh) – **Hani Barghouthi** (Jordanie)

Yi Kang Choo (Malaisie) – **Anna Ferreira** (Venezuela)

Nitchakan Hongkarnjanapong (Thaïlande)

Arjama Kalita (Inde) – **Ian Makamara** (Kenya)

Joanna Makhlof (Liban) – **Gum Ja La Nhkum** (Myanmar)

Chae Yeon Kim, Conseillère en méthodes quantitatives

Zoe Matthews, Coordinatrice de recherche

Susan Sabano, Conseillère en matière de diversité et d'inclusion

Kara Wong, Chef d'équipe de recherche

○ **GROUPE CONSULTATIF**

Gracia Romeral Ortiz Quintilla, Envoyée du SGNU pour la jeunesse

Maria Malomalo, Restless Development

Saji Prelis, Search for Common Ground

Kejal Savla, Blue Ribbon Movement

○ **DESIGN**

Juliana Pecollo, **Luciana Burak**

● **DATE DE PUBLICATION : SEPTEMBRE 2023**

Réalisé avec le soutien de

l'Agence norvégienne de coopération au développement



E
C
I
D
N
I

INTRODUCTION

3

POINTS D'ENTRÉE

5

TACTIQUES

8

DÉFIS

21

APPRENTISSAGES

36

**ANNEXE 1.
MÉTHODOLOGIE ET PROCESSUS**

38

**ANNEXE 2.
QUESTIONS DE SUIVI**

44

REMERCIEMENTS

46

INTRODUCTION



Au cours des dernières années, un changement s'est opéré au sein de la société civile. Les manifestations de rue et les campagnes en ligne ont mobilisé la créativité et capté l'imagination, fait les gros titres et fixé l'ordre du jour. Les mouvements en faveur de l'**action climatique**, de la **justice raciale** et de l'**égalité des sexes** ont modifié les perceptions et les points de vue à une vitesse incroyable. Les mobilisations de masse ont remis en question et parfois même changé les gouvernements.

Parmi les mouvements à l'origine de ce changement, un grand nombre sont dirigés par une nouvelle génération d'activistes jeunesse. Beaucoup d'entre eux sont des adolescents et des enfants qui se sentent frustrés par les institutions, les règles et les valeurs léguées par les générations précédentes. Se mobilisant souvent pour la première fois, les activistes jeunes ont revitalisé les mouvements sociaux en augmentant l'ampleur de leur présence dans la rue et en introduisant de nouvelles

méthodes d'organisation. Les activistes jeunes ont également créé leurs propres structures de participation, en adoptant des tactiques créatives et en utilisant les nouvelles technologies. Ils mettent en œuvre une approche intersectionnelle dans leur organisation quotidienne, avec les femmes jeunes jouant un rôle progressivement plus important, et les personnes issues de groupes exclus affirmant la valeur de leur vision du monde.

Ils représentent le nouveau visage de la société civile et en repoussent les limites, remettant en question les idées reçues sur ce qu'est la société civile, son aspect et son fonctionnement.

Le retour de bâton qu'ils subissent est la preuve de leur efficacité. Ils sont en train d'ébranler le système, et les gardiens du système - forces étatiques et non étatiques - réagissent en menaçant leur sécurité physique, émotionnelle et numérique.

Ce rapport résume les résultats d'un projet de recherche participatif de 10 mois lancé par CIVICUS et notre **Équipe Action Jeunesse** et réalisé par une équipe intergénérationnelle de 14 chercheurs, dont 11 âgés de 18 à 30 ans.

Notre recherche a poursuivi trois objectifs principaux. Premièrement, améliorer la compréhension de l'état global de l'activisme mené par les jeunes, de ses agendas, discours, modèles d'organisation, tactiques de mobilisation et modes de fonctionnement, en mettant l'accent sur la manière dont ils diffèrent d'autres formes d'organisation. Deuxièmement, visibiliser le travail des activistes jeunesse, ainsi que leurs victoires et les défis auxquels ils sont confrontés. Et troisièmement, contribuer au nombre croissant de preuves de l'impact de l'activisme des jeunes.

En nous appuyant sur des **recherches documentaires antérieures** permettant d'identifier les tendances principales, notre étude a cherché à mettre en lumière un secteur peu étudié de l'activisme jeunesse : celui des groupes informels¹ dirigés par des jeunes et des activistes du Sud global, en accordant une attention particulière aux non-anglophones. Afin de documenter les expériences, de susciter un dialogue et d'encourager une plus grande collaboration, la recherche a été conçue comme un exercice d'écoute.

Ce rapport s'appuie sur des entretiens menés en 12 langues avec 103 activistes de 55 groupes de jeunes dans 25 pays. Ces groupes travaillent dans plusieurs domaines, les plus populaires

étant l'éducation, le leadership des jeunes et les droits humains. Ils sont également de toutes tailles, 44% d'entre eux comptant moins de 50 membres actifs et 25% en comptant 500 ou plus. La plupart - environ 56% - sont des organisations enregistrées, mais plus de 65% d'entre elles se décrivent comme ayant une structure de direction décentralisée et 78% font état d'une forte dépendance à l'égard du soutien des bénévoles.² Tout au long de ce rapport, nous les désignons tous comme des groupes de la société civile, un terme qui englobe toutes les formes de groupements allant des petits groupes locaux informels qui s'identifient comme des mouvements, réseaux ou collectifs, jusqu'aux plus grandes organisations formelles qui sont actives au niveau national voire international.

Ce rapport met en lumière les facteurs qui influencent l'entrée des jeunes dans le militantisme, les tactiques et les outils qu'ils utilisent pour avoir un impact, les défis auxquels ils sont confrontés et les moyens qu'ils utilisent pour les relever, ainsi que les leçons qu'ils tirent - et que nous tirons tous - en cours de route.

Ce rapport se conclut avec une série de questions apparues au cours du processus de recherche, dans l'espoir qu'elles puissent contribuer à susciter un débat sur les moyens efficaces de soutenir les jeunes activistes et les groupes dirigés par des jeunes - en veillant à ce que le soutien apporté corresponde aux besoins et soit fourni sous la forme, au moment et dans les lieux où il est nécessaire - sans influencer indûment leurs priorités et leurs agendas.

1. Les groupes en question sont qualifiés comme étant dirigés par des jeunes si les postes de direction et de décision sont principalement occupés par des personnes de moins de 30 ans. Dans le cadre de cette recherche, les groupes participants ont été appelés à indiquer s'ils se considéraient comme « dirigés par des jeunes ». Les groupes sont définis comme « fondés par des jeunes » plutôt que « dirigés par des jeunes » lorsque, après avoir été créés par des personnes de moins de 30 ans, ils sont actuellement dirigés par des personnes de plus de 30 ans, souvent les mêmes membres fondateurs.

2. La structure de direction, la dépendance à l'égard du soutien bénévole et le statut d'enregistrement sont utilisés comme indicateurs de substitution pour évaluer la formalité, en partant de l'hypothèse que les groupes moins formels dépendent davantage des bénévoles, sont moins susceptibles d'être enregistrés et sont plus susceptibles d'opérer dans le cadre d'une structure de direction décentralisée.



POINTS D'ENTRÉE



La devise « le personnel est politique » pourrait bien être celle des nombreux activistes jeunes qui invoquent une expérience personnelle de douleur, d'indignation ou d'inconfort comme motivation pour créer un groupe qui entre en contact avec d'autres personnes confrontées à des problèmes similaires et travaille ensemble pour s'attaquer à leurs causes profondes.

Pour une membre du Centre international de psychologie de la paix, la motivation pour lancer un groupe travaillant sur la psychologie, les conflits et la construction de la paix est venue de l'expérience de la vie dans une zone de conflit. Se lancer dans le travail de changement social était, comme l'exprime la personne interrogée, un moyen de « transformer la douleur en passion ». La même personne interrogée souligne la continuité entre l'activisme et la vie quotidienne dans son contexte : « Ce que vous [CIVICUS] considérez comme de l'activisme n'est que de la survie quotidienne [pour nous] ».

Un fondateur de LUCHA, une organisation dirigée par des jeunes qui promeut la participation civique des jeunes et les droits humains en République démocratique du Congo (RDC), explique de la même manière que « LUCHA est née de l'indignation ». Le nom complet du groupe, en français, est « Lutte pour le changement », mais inspiré par la Révolution espagnole, ils ont choisi de s'identifier au mot espagnol pour « lutte ». Ses fondateurs voulaient montrer aux gens que le changement est possible.

Pour la fondatrice du groupe taïwanais With Red & Period Museum, premier groupe de la société civile du pays à s'attaquer à la pauvreté menstruelle, la perplexité est à l'origine de son parcours de « activiste menstruelle », qui l'a amenée à s'interroger sur des questions de genre plus profondes et sous-jacentes :

Je suis une activiste menstruelle depuis que j'ai commencé à avoir mes règles. J'ai commencé en tant qu'activiste solitaire. J'étais motivée par la curiosité de savoir pourquoi les gens n'aiment pas les menstruations, au point de ne pas vouloir en parler.

Parfois, l'action est catalysée par la prise de conscience que des situations présentées comme « naturelles » et immuables ne le sont pas vraiment. Une activiste du Bangladesh, par exemple, explique que son inspiration et motivation sont venues de la prise de conscience que, dans d'autres parties du monde, les femmes et les jeunes filles possédaient des droits et des possibilités qui leur sont refusés au Bangladesh :

Nos femmes et nos filles ont peu d'occasions de sortir et de faire quoi que ce soit parce que des hommes religieux superstitieux et trop conservateurs pensent que les femmes ne servent qu'à faire le ménage... En voyant le mode de vie des femmes et des filles dans d'autres communautés du monde, nous avons été inspirées et motivées pour faire quelque chose pour nos femmes et nos filles dans l'espoir qu'elles puissent elles aussi réussir.





Une activiste malienne raconte qu'elle a eu l'idée de créer un groupe il y a une dizaine d'années, à l'âge de 14 ans, en se rendant compte que

Les jeunes filles de mon âge n'allaient pas à l'école et ne pouvaient pas sortir de chez elles comme elles le souhaitent. Elles voulaient poursuivre leur éducation mais avaient peur de ce que les djihadistes pourraient faire.

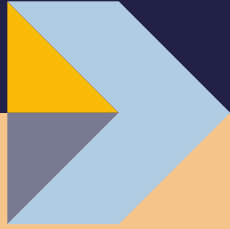
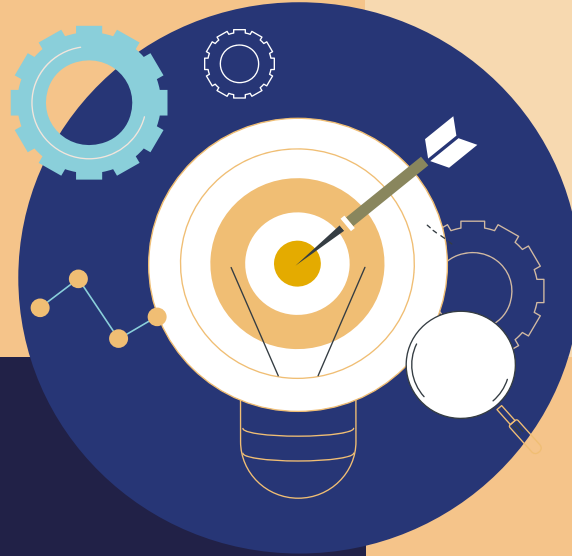
Pour ceux qui rejoignent un groupe existant plutôt que de fonder leur propre groupe, les motivations tiennent souvent, au moins en partie, au sentiment d'appartenance et à la camaraderie qu'offre le groupe. Ce sentiment d'appartenance à une communauté est également l'un des principaux facteurs d'engagement durable, au même titre que l'accès à des possibilités d'apprentissage et de leadership. Comme le dit une membre de DAKILA aux Philippines, beaucoup de choses changent dans la vie, mais le groupe « est toujours là. C'est une constante. C'est un mode de vie ».

La plupart des participants dans cette recherche se concentrent sur ce qui les a poussés à s'engager dans le militantisme en général, plutôt que sur leur choix de s'engager dans des groupes de jeunes en particulier. Mais une activiste hondurienne, membre d'El Milenio, exprime une pensée que d'autres pourraient partager :

Auparavant, je n'avais pas l'impression d'avoir un endroit où je pouvais dire ce que je pensais. J'essayais de participer aux conversations des adultes, mais je ne m'identifiais pas à eux.

Une autre voie d'accès à l'activisme - typique des mouvements de diaspora, mais aussi assez fréquente parmi les mouvements de défense des droits fonciers - est celle des liens familiaux avec l'expérience de la lutte des générations précédentes. La responsabilité héritée est ce qui, selon les membres de Peuple du Turkistan oriental (POET), un réseau de jeunes Ouïghours en Australie, les différencie des autres jeunes : « nous sommes la prochaine génération qui prendra la relève et dirigera ». L'expérience est similaire pour une membre d'Étudiants pour un Tibet libre qui a grandi à Boston, aux États-Unis, et qui ne peut identifier clairement le moment précis qui a marqué son entrée dans l'activisme, car il était tout à fait naturel pour les jeunes enfants de la communauté de prendre part aux événements communautaires.

Dans ces cas, la distinction entre l'appartenance à un mouvement et l'appartenance à une communauté n'est pas toujours claire : l'appartenance à une communauté peut revenir à l'appartenance à un mouvement. Comme l'a expliqué un groupe communautaire en Thaïlande, les personnes qui collaborent avec le groupe ne sont pas considérées comme des « volontaires », mais simplement comme des membres de la communauté qui s'efforcent d'apporter leur contribution aux activités du groupe. En conséquence, l'âge des « membres actifs » de ce groupe varie de 5 à 60 ans.



TACTIQUES



Les trois domaines principaux de travail des groupes participants sont l'éducation, le leadership des jeunes et les droits humains. Or la liste des domaines de travail supplémentaires révèle l'éventail impressionnant de l'activisme jeunesse. Par ordre de prévalence, ils citent la paix et la sécurité, la redevabilité et la gouvernance démocratique, les droits des femmes et des filles, le climat et l'environnement, les moyens de subsistance et l'emploi, les urgences humanitaires, le handicap, les droits des personnes autochtones, les droits des personnes LGBTQI+, la migration et le déplacement, les droits sexuels et le VIH/sida, le bien-être des enfants, les droits numériques, les questions raciales, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Cependant, de nombreuses organisations dirigées par des jeunes et comptant un nombre important de membres ne se décrivent pas nécessairement comme des « organisations de jeunesse » parce qu'elles travaillent sur des questions qui ne sont pas spécifiques aux jeunes et elles comptent des membres aux identités multiples.

Les réponses à une question ouverte sur l'orientation de l'activisme étaient souvent difficiles à faire correspondre à des étiquettes préétablies. Bien qu'utiles pour les donateurs, les praticiens du développement et les universitaires, notamment lorsqu'il s'agit d'organiser des flux de financement, de gérer des projets et de définir des domaines d'étude, ces étiquettes sont moins utiles pour comprendre l'activisme mené par les jeunes, qui a tendance à être multidimensionnel et intersectionnel. C'est peut-être la raison pour laquelle l'éducation, le leadership des jeunes et les droits humains ont été les plus cités : ils peuvent être considérés comme des valeurs fondamentales guidant les méthodes de travail des groupes plutôt que des questions distinctes.

En réponse à une question ouverte sur leurs tactiques, de loin les plus fréquemment citées ont été les formations et le renforcement des capacités, suivies par l'artivisme - l'utilisation de la créativité et de la culture pour influencer le changement -, la mise en réseau et la



création de coalitions, et la collaboration entre les mouvements. Les autres tactiques utilisées, par ordre de prévalence, sont le plaidoyer stratégique, les manifestations et la mobilisation communautaire, la recherche et la production de connaissances, la promotion de valeurs et de modes de vie alternatifs, la collaboration avec les médias et l'utilisation innovante des outils numériques. Le fait que très peu de groupes mentionnent les outils numériques comme étant essentiels à leur travail, alors que de nombreuses recherches montrent que les activistes de tous âges utilisent de plus en plus les outils numériques, peut indiquer que, parmi ces groupes, l'utilisation des outils numériques est désormais considérée comme allant de soi, au point qu'elle ne mérite pas d'être mentionnée.

Les marches thématiques, les marches interurbaines et les campagnes de nettoyage sont des exemples de tactiques de mobilisation que les activistes jeunes utilisent pour encourager la participation civique et sensibiliser le public à des questions sociales cruciales. Ces événements de grande envergure et à forte visibilité leur permettent de s'adresser à un échantillon représentatif de la société et offrent de multiples possibilités d'engagement et de collaboration à des groupes travaillant sur des questions différentes. Or, dans certains contextes, les mobilisations de masse ont tendance à être associées à la violence, de sorte que les groupes choisissent des méthodes alternatives telles que les approches artistiques.



Les groupes et mouvements dirigés par les jeunes explorent les moyens de produire leurs propres recherches et connaissances. En conséquence, ils signalent souvent leur besoin de soutien technique pour développer leurs compétences en matière de recherche et pour diffuser leurs résultats. Certains entreprennent des études de manière indépendante afin de rassembler des preuves pour renforcer leur plaidoyer et soutenir le travail d'autres activistes, tandis que d'autres forment des partenariats avec des institutions académiques établies afin de documenter et d'attirer l'attention sur les défis qui ont un impact sur leurs communautés. De nombreux groupes soulignent que la recherche locale joue un rôle crucial dans la décolonisation des connaissances et la centralisation des expériences, des perspectives et des voix des communautés.

Tant les activistes jeunes qui travaillent dans un espace civique relativement ouvert comme ceux qui se trouvent dans des contextes autoritaires et dans des sociétés touchées par des conflits créent souvent des plateformes pour que le public, de tous âges, puissent discuter les questions qui leur tiennent à cœur. Dans les environnements où l'espace civique est très restreint, ils utilisent des groupes Facebook et des applications accessibles au public telles que Clubhouse pour faciliter le dialogue. Lorsqu'il est possible de se réunir en personne, ils organisent des cercles de dialogue et, dans les zones rurales et difficiles d'accès, ils établissent généralement des centres physiques.

Les groupes de jeunes forment également des partenariats stratégiques avec les médias traditionnels et communautaires afin d'étendre leur portée et d'accroître la visibilité de leurs activités. En Afrique et en Asie, certains utilisent la radio pour sensibiliser et éduquer les auditeurs sur des questions spécifiques. Dans d'autres contextes, ils établissent des relations avec des journalistes et des médias, ce qui permet une couverture plus précise et plus complète de leur travail et des questions qu'ils défendent. Dans toutes les régions, les groupes utilisent les réseaux sociaux et les plateformes en ligne pour partager leurs messages, coordonner les participants et faire circuler les appels à l'action.



➤ LE PROCESSUS EN TANT QUE PRATIQUE

La distinction n'est pas toujours claire entre les problèmes que les activistes jeunes tentent de résoudre et les méthodes qu'ils utilisent pour y parvenir. Souvent, le processus est le résultat escompté.

Le Centre international de psychologie de la paix, par exemple, aborde les questions psychologiques dans les communautés en proie à un conflit permanent par le biais d'initiatives communautaires. Il offre aux jeunes qui participent à ses activités des espaces sûrs où ils peuvent réfléchir, partager, s'exprimer et prendre en charge leurs narratives.

L'équipe de volontaires Basreon, un mouvement de jeunes avocats et d'autres jeunes qui luttent pour une réforme électorale en Irak, intègre les valeurs démocratiques dans tout ce qu'elle fait, y compris dans son fonctionnement interne :

Nos activités sont ancrées dans les valeurs démocratiques. Nous organisons des réunions hebdomadaires. Nous parlons, discutons et débattons ensemble. Nous travaillons en partenariat et chaque voix compte. Nous écoutons les opinions des uns et des autres et

nous prenons nos décisions à la majorité. [Nous pratiquons] une véritable démocratie, contrairement aux partis au pouvoir.

Les processus de débat sur les questions importantes, de prise de décisions stratégiques et de consultation de la communauté représentent souvent l'outil le plus puissant de ces groupes, comme l'ont exprimé une activiste malienne et un membre de Savoir Vivre en RDC :

Nos réunions constituent notre principale stratégie. Nous parlons de nos défis en tant que mouvement, de la manière de les atténuer et des prochaines étapes pour aider les jeunes qui ont besoin de nous. L'avis de chaque membre est pris en compte lors de la définition de nos objectifs et de nos activités.

Notre tactique la plus efficace est l'engagement actif. C'est ainsi que nous mettons en œuvre tous nos projets. En consultant et en incluant nos participants jeunes dans le processus, nous nous assurons que les activités sont pertinentes pour eux.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Étant donné l'importance qu'ils accordent à l'éducation, la plupart des groupes de jeunes qui ont participé à notre étude entreprennent des initiatives de renforcement des capacités et de formation.

Ces initiatives ont l'avantage de pouvoir être mises en œuvre avec des ressources relativement limitées et par le biais de partenariats avec des institutions éducatives établies telles que les écoles et les universités. Lorsqu'ils sont réalisables et conformes aux valeurs et à la mission d'un groupe, ces partenariats permettent d'accroître la portée et l'ampleur des projets. Ils permettent d'accéder à de jeunes publics et à des installations peu coûteuses, renforcent la visibilité et la légitimité publique des groupes et offrent la possibilité d'influencer les choix et les priorités en matière de programmes d'études.

À Taïwan, le With Red & Period Museum collabore étroitement avec le système éducatif national et d'autres acteurs publics et privés. Il produit des contenus éducatifs et des plans de cours pour les enseignants et anime un cours semestriel sur l'équité menstruelle à l'université nationale de Taïwan. Il propose également des formations spécialisées pour les travailleurs sociaux, les décideurs politiques et les entrepreneurs.

Greenish est une entreprise sociale égyptienne dirigée par des jeunes qui promeut le développement durable dans les communautés touchées par le changement climatique. Elle soutient les étudiants universitaires qui proposent des solutions communautaires aux défis environnementaux en utilisant un modèle de formation dans lequel le contenu est divisé en unités gérables, les formateurs fournissant des niveaux de soutien décroissants au fur et à mesure que les étudiants saisissent de nouveaux concepts et maîtrisent de nouvelles compétences. Le groupe forme un réseau universitaire établi de clubs Greenish, dont les membres reproduisent ensuite les ateliers avec d'autres étudiants, après quoi les étudiants intéressés sont invités à



développer leurs idées lors d'un camp d'entraînement. Une sélection de participants reçoit ensuite un financement pour les aider à mettre en œuvre leurs idées.

DAKILA, aux Philippines, et le Tarim Network, aux États-Unis, sont des exemples de collaboration avec des établissements d'enseignement formel visant à introduire de nouveaux contenus dans les programmes d'études existants. DAKILA introduit les droits humains dans les classes universitaires par le biais d'un festival itinérant de films sur les droits humains qui a lieu tous les deux ans. Le Tarim Network, un réseau bénévole de jeunes de la diaspora ouïghoure, collabore avec l'université de Madison-Wisconsin pour renforcer son offre de cours de langue ouïghoure et s'est associé à l'université de Harvard pour lancer une anthologie de la littérature ouïghoure.

De nombreux groupes travaillent cependant en dehors du système éducatif formel, soit parce qu'ils n'ont pas trouvé de point d'entrée, soit parce qu'ils choisissent de le faire pour des raisons stratégiques. Parmi ces derniers, on peut citer un groupe de jeunes travaillant à la promotion des droits humains des jeunes filles au Mali, que sa dirigeante a fondé lorsqu'elle avait 14 ans. Ce groupe facilite des formations sur les questions socialement taboues à propos de la santé reproductive, organisées dans des cadres informels pour les rendre

accessibles aux filles qui ne vont pas à l'école. Le groupe est également capable d'atteindre les filles vivant dans les zones contrôlées par les djihadistes en faisant appel aux forces de sécurité locales pour les accompagner. En outre, le groupe encourage l'éducation des filles et, par le biais d'émissions radiophoniques, diffuse stratégiquement des messages contre les pratiques traditionnelles néfastes telles que le mariage d'enfants et l'excision.

Au Myanmar, un groupe formé à la suite du coup d'État de février 2021 gère une école communautaire qui dispense gratuitement une éducation fondée sur les valeurs libérales et une formation aux compétences de leadership pour les jeunes qui ont choisi de ne pas suivre le système d'éducation publique désormais géré par l'armée. Ce groupe, qui a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, a expliqué que le maintien de l'école est également une forme symbolique de protestation contre le gouvernement militaire.

L'ÉDUCATION COMME RÉVOLUTION

Education Revolution est un mouvement dirigé par des jeunes qui cherche à transformer radicalement le système éducatif en Irak et dans d'autres pays à faibles revenus du monde arabe. Ses fondateurs sont de jeunes activistes et éducateurs qui se sont réunis pour la première fois en 2015 afin d'offrir des cours informels de pensée critique aux enfants d'âge scolaire.

Au début, l'un des fondateurs se souvient :

Comme nous ne pouvions pas louer ou obtenir un endroit pour mener nos activités, j'ai transformé ma chambre en salle de classe. Nous avons rassemblé les enfants du quartier qui n'avaient pas accès à une éducation de qualité et nous leur avons appris à discuter, à dialoguer et à se forger une opinion en utilisant notre propre matériel pédagogique.

Ils ont commencé à promouvoir leurs activités sur les réseaux sociaux et se sont développés pour intégrer des groupes de volontaires dans les 18 provinces d'Irak et dans plusieurs pays arabes. Ils ont appris par la pratique, en identifiant les lacunes du système éducatif formel et en développant des approches alternatives :

C'était comme une expérimentation. Nous ne disposions d'aucune recherche systématique sur les méthodes les plus efficaces pour nos élèves, et nous avons donc appris [par la pratique] ce qui fonctionnait et ce qui pouvait être fait différemment.

Cet apprentissage a servi de base aux activités de plaidoyer et de campagne d'Education Revolution. Le groupe fait appel aux gouvernements et aux écoles d'augmenter le financement de l'éducation et de remplacer les méthodes traditionnelles d'apprentissage par cœur. Il organise des manifestations coordonnées à l'échelle nationale et travaille en étroite collaboration avec les médias nationaux pour augmenter leur visibilité. En collaboration avec des mouvements similaires dans la région, il a mené une étude dans 22 pays afin de mieux comprendre l'état de l'éducation dans le monde arabe et pour mieux discuter de l'efficacité et de la reproductibilité de ses méthodes.

Bien que le groupe cherche et obtienne des permis pour des activités spécifiques, il n'est toutefois pas enregistré et s'autofinance grâce aux contributions de ses membres et aux dons.



ARTIVISME ET EXPRESSION CULTURELLE

En associant des éléments artistiques à l'activisme, l'artivisme exploite le pouvoir de l'expression créative pour susciter des émotions, provoquer une réflexion critique et inspirer l'action. Comme l'a dit une activiste philippine, l'art « convient à tout le monde. C'est le moyen le plus facile de mobiliser les gens ».

Étant donné que le militantisme artistique peut être considéré comme une expression culturelle inoffensive, il est moins susceptible d'attirer le même type de méfiance que d'autres formes d'organisation politique. Cela rend cette forme d'expression particulièrement précieuse pour les activistes travaillant dans un espace civique restreint.

La portée et l'influence des approches artistiques sont renforcées lorsqu'elles intègrent des pratiques et des traditions familières. En enracinant les campagnes artistiques dans la culture populaire et les traditions locales, les activistes sont en mesure d'attirer un public plus large, y compris les générations plus âgées et les personnes qui ne s'engagent généralement pas dans des activités politiques.

De nombreux groupes inclus dans cette étude utilisent la musique, la poésie, le théâtre et le cinéma pour impliquer leur public, susciter des conversations et partager des messages de manière plus efficace. Ils offrent des espaces permettant aux gens de développer leur propre expression artistique : un groupe en Amérique latine, par exemple, organise des ateliers de narration pour permettre aux participants de s'exprimer par le biais de l'écriture créative. Ils réutilisent également des éléments de la culture populaire pour informer les jeunes ou les faire participer à des activités.



➤ L'ART POUR LA PAIX

En 2014, un groupe de jeunes Syriens a fondé Peace Makers, une organisation visant à construire la paix par le biais de l'art, à célébrer l'héritage syrien et à permettre aux jeunes de jouer un rôle essentiel dans la construction de la paix. L'une des activités les plus populaires de l'organisation est sa tournée pacifique, qui traverse régulièrement 11 régions du pays. Cette tournée évoque l'énergie et l'imagerie d'un bazar, un marché traditionnel qui est aussi un lieu de rassemblement où se tissent des liens sociaux et où la communauté se renforce.

Le bazar itinérant de Peace Makers propose des ateliers de formation, des espaces de dialogue et des performances artistiques. Bien que les restrictions locales limitent les questions abordables, le groupe s'efforce d'en faire un lieu de non-violence où les participants peuvent se détendre et entrer en contact les uns avec les autres. Dirigé par 20 membres principaux, le groupe compte aujourd'hui 700 membres bénévoles et a pu continuer à fonctionner malgré d'importantes restrictions de l'espace civique.

Au Soudan du Sud, Anataban (« Je suis fatigué » en arabe) utilise l'art pour mobiliser les jeunes autour de la paix et de la réconciliation. L'organisation a commencé avec une campagne : en 2016, un groupe

de 20 artistes ont produit et partagé une chanson pour exprimer leur frustration face au conflit du pays et lancé un appel à l'action aux autres personnes tout aussi frustrées et en quête de changement. Cela a déclenché un mouvement qui s'est transformé en une organisation de la société civile enregistrée et comptant aujourd'hui 810 membres répartis dans neuf sections au Soudan du Sud et dans les communautés de réfugiés de la région. En 2017, elle a lancé le festival Hagana (« C'est à nous »), qui a attiré plus de 5 000 jeunes issus de diverses communautés ethniques. Au fil des années, le festival a pris de l'ampleur, atteignant 14 000 participants en 2019.

Anataban a utilisé cet appel pour aborder d'autres questions sociales clés. En 2020, elle a lancé « Stop Corona », une campagne créative exhortant les gens à respecter les règles gouvernementales de prévention contre le COVID-19 et leur offrant une plateforme pour faire des suggestions pour enrayer sa propagation. Pour promouvoir une culture du dialogue public, Anataban organise des séances hebdomadaires de poésie à micro ouvert, en s'appuyant sur la tradition locale de diffusion d'invocations par le biais de la musique et de la poésie.

LE THÉÂTRE POUR L'INCLUSION

Les trois fondateurs taïwanais du Théâtre contre le vent ont créé le groupe en 2015, à l'âge de 18 ans. Tous les trois avaient eu des démêlés avec la justice. Ils voulaient aider d'autres jeunes susceptibles d'être confrontés à une situation similaire à raviver leur passion pour la vie et l'apprentissage et à éviter de tomber dans des comportements à risque.

Le groupe utilise le théâtre pour rassembler les jeunes afin qu'ils créent ensemble quelque chose dont ils peuvent être fiers. Grâce à ce processus de co-création, les jeunes gagnent en confiance et acquièrent des compétences utiles à l'embauche. Plus important encore, ils acquièrent un sentiment d'appartenance et d'utilité. L'une des clés du succès du groupe est le fait de cultiver la mentalité « Zhong er » - une référence aux modèles uniques de pensée et de comportement des adolescents – que le groupe réutilise pour renforcer la confiance, en incitant les jeunes à considérer leur jeunesse, leur ambition et leur esprit rebelle comme des « super-pouvoirs » qui peuvent les aider à atteindre leurs objectifs.



LE CINÉMA AU SERVICE DES DROITS HUMAINS

DAKILA : Collectif philippin pour l'héroïsme moderne a été fondé il y a 18 ans par un groupe d'artistes désireux de s'attaquer au problème de l'apathie politique aux Philippines. Au cours de ce que l'un de ses membres fondateurs décrit comme ses « années rock and roll », DAKILA a fonctionné comme un réseau informel. Il organisait des concerts de musique, des lectures de poèmes et d'autres événements publics pour rassembler les gens et susciter l'intérêt pour des sujets sociaux importants et l'engagement civique. Selon une activiste, « son succès était dû au fait qu'il s'agissait d'une nouvelle façon de mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès des jeunes ».

La popularité des artistes a permis au collectif de gagner du terrain, et DAKILA est aujourd'hui une organisation enregistrée, dirigée par ses membres et connue pour ses activités de défense des droits humains et ses campagnes. L'un de ses événements les plus réussis est le festival du film sur les droits humains, qui a commencé comme un petit festival itinérant et s'est développé grâce à des partenariats stratégiques avec des universités, devenant ainsi le principal festival des droits humains aux Philippines. Il se tient dans la zone métropolitaine de la capitale, Manille, et comprend des festivals satellites dans les villes des différentes régions du pays. L'année précédant la pandémie, il a touché environ 80 000 personnes.

LA CULTURE POPULAIRE AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT

El Milenio (Le Millénaire) est une plateforme médiatique hondurienne gérée par des jeunes qui vise à offrir aux jeunes un espace pour discuter de questions sociopolitiques. Au départ, la plateforme avait été lancée en tant que blog informel, mais elle s'est développée pour devenir une plateforme médiatique mixte qui publie des articles d'opinion et d'actualité, héberge un podcast et coordonne des campagnes sur les réseaux sociaux ainsi que des événements présentiels.

El Milenio attire les jeunes qui ne s'intéresseraient généralement pas à la politique car son contenu est « numérique, amusant et jeune ». Ses campagnes médiatiques intègrent les tendances populaires auprès des jeunes pour faire passer efficacement leurs messages. « Nous réalisons des campagnes sur les réseaux sociaux accessibles et intéressantes pour les jeunes. Nous adaptons notre contenu à notre public. Pour devenir viral, nous utilisons des photos de célébrités, nous suivons les tendances et nous utilisons les sons viraux de TikTok », explique la directrice du groupe. « Lorsque mes parents ont vu que nous affichions des données sur la participation des jeunes aux élections à côté de photos de Bad Bunny et qu'ils ont eu l'air de ne pas comprendre, j'ai su que nous faisons passer notre message de la bonne manière ».

Dans la perspective des élections présidentielles de 2021, le groupe a créé « Emil », un bot WhatsApp qui fournit des informations vérifiées sur les candidats, notamment leurs domaines d'activité, leurs affiliations à des partis politiques, leurs parcours professionnels et universitaires et leurs propositions de campagne.



BIBLIOTHÈQUES POUR LES DROITS DES PERSONNES LGBTQI+

Drishti est un collectif queer non enregistré, géré par un noyau de 15 jeunes gens. Le groupe est basé dans la région du Haut Assam en Inde, et vise à créer une communauté, une solidarité et une prise de conscience des problèmes sociaux essentiels, notamment liés au genre et à la sexualité.

Drishti a organisé des campagnes publiques et des marches des fiertés, mais elle est surtout fière de son initiative en faveur des bibliothèques. En Inde, les bibliothèques ont toujours été utilisées comme un outil politique pour promouvoir les récits dominants de l'État. Mais Drishti a récupéré cet espace culturel pour la communauté, en ouvrant deux bibliothèques qui accueillent les membres de la communauté, en particulier les enfants, pour qu'ils se réunissent et échangent librement leurs idées.

Les bibliothèques sont à la fois des espaces artistiques et des centres d'apprentissage où des bénévoles organisent des ateliers informels sur le genre, l'identité et d'autres sujets d'intérêt social. Chaque bibliothèque est également équipée pour fournir un logement temporaire aux membres de la communauté qui en ont besoin, y compris les jeunes LGBTQI+.



CONSTRUCTION DE RÉSEAUX ET FORMATION DE COALITIONS

Le réseautage permet l'échange d'idées, de stratégies et de bonnes pratiques. Il favorise la collaboration et les synergies. Les coalitions renforcent la puissance et l'impact des mouvements sociaux, leur permettant de défendre leurs causes plus efficacement, d'obtenir un soutien plus large du public et d'exercer une pression sur les décideurs politiques et les institutions afin d'obtenir des changements.

Les jeunes activistes ont donné des exemples de la manière dont ils établissent des liens et des alliances aux niveaux local, régional et international. Certains de ces échanges ont été initiés par eux, tandis que d'autres ont été directement ou indirectement facilités par des organisations internationales ou des alliés. Les réseaux régionaux semblent être plus fréquents dans les régions où il existe une langue commune, comme l'arabe, le français ou l'espagnol.

UN RÉSEAU LATINO-AMÉRICAIN

AGloJoven (Alliance mondiale de jeunes politiciens) est un réseau latino-américain de jeunes politiciens récemment créé, qui s'est engagé à accroître la participation des jeunes à la vie politique. Ses membres fondateurs se sont réunis lors de la première rencontre mondiale des jeunes politiciens à Bogota, en Colombie, en janvier 2020. Le réseau a d'abord inclus des activistes de Colombie et du Mexique, puis s'est étendu à la Bolivie, au Guatemala et au Venezuela. La formation du réseau, explique l'un de ses fondateurs, « a été organique. Elle a commencé par le partage et la compréhension de nos besoins communs ».

AGloJoven fonctionne par l'intermédiaire de centres régionaux dans les cinq pays. Chacun est autonome pour s'enregistrer localement, recevoir des fonds et organiser des activités conformes à l'objectif commun de promotion et de défense des droits humains, de la démocratie et d'un programme de consolidation de la paix. Ceux

qui ne sont pas en mesure de s'enregistrer localement peuvent transmettre des propositions de financement par l'intermédiaire des autres bureaux.

Ce modèle décentralisé permet aux centres d'échanger et de bénéficier des expériences et des ressources entre eux. Pendant la pandémie de COVID-19, le centre vénézuélien a organisé une série de conférences d'une semaine pour encourager le dialogue public sur des questions telles que les drogues et l'égalité des mariages. Grâce au travail des autres centres pour faire venir des orateurs - y compris des conseillers et des membres du Congrès - de toute l'Amérique latine, l'un des fondateurs d'AGloJoven a fait remarquer que « nous avons délivré un message important aux jeunes : on peut être fidèle à soi-même et réussir en politique ». Environ 150 personnes ont participé à l'événement.



COLLABORATION ENTRE MOUVEMENTS

Il a été **démontré** que la collaboration entre les mouvements, au-delà des frontières nationales et des clivages raciaux, ethniques, de classe et de genre, favorise une approche intégrale et intersectionnelle indispensable au changement social. Comme l'expriment les personnes interrogées, les avantages comprennent l'échange de connaissances et de bonnes pratiques, ainsi que l'entretien de réseaux de soutien émotionnel et de solidarité.



La Milk Tea Alliance est un bon exemple de cela. Mouvement transnational de jeunes relativement **bien documenté**, la Milk Tea Alliance est un mouvement de solidarité en ligne en faveur de la démocratie, dirigé par des activistes originaires notamment de Hong Kong, du Myanmar, de Taïwan et de Thaïlande. Il s'agit d'un réseau transnational informel de jeunes qui se considèrent comme engagés dans des luttes similaires contre l'autoritarisme. Il a d'abord vu le jour sur les réseaux sociaux, mais a ensuite donné lieu à des actions concrètes et à des manifestations de solidarité transfrontalières. Ses activistes se sont fait connaître en **partageant des conseils** sur la manière d'organiser des rassemblements sans leader et de rester en sécurité pendant les mobilisations de masse. On **estime** que ce mouvement a le potentiel de façonner la manière dont « les citoyens de la région forment une conscience collective pro-démocratique ».

La collaboration entre les mouvements de jeunes ainsi qu'entre ces derniers et les mouvements intergénérationnels se fait à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. En Indonésie, les féministes forment des alliances entre des différents groupes identitaires pour attirer l'attention sur les questions relatives aux droits des femmes, telles que la violence basée sur le genre, l'inégalité salariale et le mariage des enfants. Un réseau féministe indonésien qui a participé à cette étude fait partie d'une coalition de groupes de la société civile qui organise la Marche annuelle des femmes - qui, depuis sa création en 2017, en a **inspiré** d'autres dans la région. L'événement attire le soutien actif et la participation de multiples groupes exclus, notamment les personnes LGBTQI+, les groupes autochtones, les ouvrières d'usine, les travailleurs migrants et les communautés rurales. Selon les organisateurs, cela reflète la nature intersectionnelle du mouvement féministe indonésien.



L'EXPÉRIENCE DES MOUVEMENTS DE DIASPORA

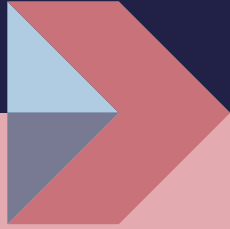
La collaboration entre mouvements semble être particulièrement fréquente parmi les groupes de diaspora. Deux cas parmi les groupes impliqués dans cette recherche se distinguent : ceux des Étudiants pour un Tibet libre, un réseau mondial basé sur des sections rassemblant des jeunes en solidarité avec le peuple tibétain, et le groupe de jeunes de la diaspora ouïghoure POET.

Fondé en 1994, Étudiants pour un Tibet libre est connu pour ses **camps d'action**, qui proposent des sessions de formation intensive d'une semaine concernant les techniques et stratégies de l'action non violente et de l'organisation de base. Auparavant les camps s'adressaient aux dirigeants actuels et futurs du mouvement pour l'indépendance du Tibet, mais ils se sont récemment **ouverts** à d'autres, en particulier aux « Hongkongais, aux Ouïghours et aux alliés qui partagent leur vision de la libération collective ». Le premier camp d'action inter-mouvements s'est tenu en Europe au début de l'année 2023, et un deuxième est prévu dans le courant de l'année. Il est ouvert aux mouvements pour le climat, pour les peuples autochtones et pour la justice raciale, comme par exemple Black Lives Matter. Selon le directeur des campagnes du groupe, cette décision découle de la reconnaissance du potentiel du camp pour soutenir ses alliés et de la valorisation de la collaboration entre les mouvements :

Les forces des différents mouvements sont différentes. Par exemple, les Ouïghours ont remporté de nombreux succès en matière de plaidoyer ; les gens peuvent donc s'adresser à eux pour obtenir de l'aide en matière de plaidoyer aux Nations Unies. D'autres mouvements s'adressent au mouvement tibétain pour des campagnes stratégiques. La création d'alliances entre mouvements nous offre la possibilité d'apprendre de nos erreurs, de contribuer au succès des autres et de travailler ensemble à notre libération collective.

Un membre de POET décrit également les échanges récents que le groupe a eus avec des « communautés confrontées à des luttes similaires », notamment des groupes autochtones, palestiniens et hongkongais. Cela s'accompagne d'un processus personnel d'apprentissage et de compréhension :

En grandissant, j'ai toujours pensé que seuls les Ouïghours étaient opprimés. Il est instructif de voir que d'autres personnes ont vécu des expériences similaires. Nous pouvons nous éduquer les uns les autres. Les communautés des Premières nations ont vécu des générations de traumatismes. Elles le vivent encore aujourd'hui.



DÉFIS



Les activistes jeunes qui s'organisent et se mobilisent en faveur de l'action climatique, de la paix, de la démocratie, de l'inclusion et des libertés peuvent être confrontés à de nombreux obstacles. Beaucoup de ces obstacles - tels que le caractère limité des réseaux et de l'accès aux ressources - sont partagés par les activistes plus âgés, bien qu'ils sont souvent exacerbés chez les jeunes. Certains sont toutefois spécifiques aux activistes jeunes, car ils sont directement liés à leur jeune âge et à leur manque apparent d'expérience, de maturité ou de connaissances.

La plupart de ces défis ne peuvent être relevés que par des efforts coordonnés et des changements systémiques. Mais conscients que la vie continue pendant que le changement systémique s'éternise, les jeunes activistes trouvent des réponses créatives aux défis auxquels ils sont confrontés.

RESSOURCES

Une grande majorité des groupes participants souligne que l'accès limité au financement est l'un des principaux facteurs ayant un impact négatif sur leur capacité à fonctionner et à accroître l'impact de leur travail. Les groupes nouvellement créés, les groupes d'activistes qui ne parlent pas couramment une langue internationale et ceux qui ont un accès limité aux réseaux internationaux sont ceux qui ont le plus de mal à identifier des donateurs potentiels et à entrer en contact avec eux.

Ces conclusions s'alignent avec des **recherches antérieures** menées par l'Équipe d'action jeunesse de CIVICUS sur le financement des mouvements de jeunes. Selon une **cartographie** de centaines d'organisations de la société civile dans six pays du Nord réalisée par l'organisation de soutien à la société civile, Rhize, les structures de financement existantes rendent difficile l'accès aux ressources pour les organisations de jeunesse et pénalisent les groupes qui adoptent des approches novatrices. Nos conclusions démontrent que c'est



également le cas pour les groupes dirigés par des jeunes dans le Sud et pour ceux qui opèrent dans des contextes de conflit et de déplacement.

Comme l'ont souligné à plusieurs reprises les participants à notre recherche, de nombreux bailleurs de fonds, qu'il s'agisse d'agences gouvernementales, de fondations ou de donateurs privés, choisissent de ne travailler qu'avec des groupes formels, enregistrés, disposant d'un soutien juridique et de structures claires d'autorité et de responsabilité. Au Honduras, une membre du groupe non enregistré El Milenio explique qu'en cinq ans, le groupe n'a pu obtenir qu'une seule micro-subvention de démarrage, ce qui fait que « notre impact est plus faible et que nous devons souvent payer de notre poche des choses telles que des publicités ».

Les jeunes ont souvent du mal à enregistrer leurs organisations, soit parce qu'il s'agit d'un processus complexe, soit parce qu'il nécessite le versement de frais coûteux et le recours à des services

professionnels auxquels ils n'ont pas accès. L'activiste hondurienne explique qu'ils étaient novices en la matière et « on ne savait pas comment s'enregistrer conformément à la loi. Nous n'avions pas de conseils juridiques sur la manière de s'enregistrer ».

Certains choisissent de ne pas s'enregistrer pour des raisons de sécurité. Telles sont les raisons invoquées par une membre d'Uqira au Venezuela, qui explique que l'enregistrement implique des exigences « telles que disposer d'un espace physique et fournir une adresse physique, ce qui vous expose à des problèmes de sécurité ». L'organisation n'est toujours pas enregistrée parce qu'elle préfère ne pas s'enregistrer localement et n'a pas accès aux « options d'enregistrement international ».

En RDC, LUCHA reste également non enregistrée, car c'est le genre d'organisation que le gouvernement considérerait comme une menace pour la sécurité nationale en vertu de la législation restrictive en vigueur. Par conséquent, explique un membre, « si nous nous enregistrons, nous risquerions de perdre notre existence car cela donnerait au gouvernement le pouvoir d'intervenir dans nos opérations ».



D'autres groupes, notamment ceux dirigés par des réfugiés, peuvent ne pas avoir le droit de s'enregistrer localement ou, comme le décrit une activiste réfugiée au Bangladesh, devraient se frayer un chemin dans une bureaucratie incompréhensible pour le faire. Une activiste de Burma Support basée en Thaïlande détaille les options possibles :

Nous pourrions nous enregistrer au Myanmar, mais [...] nous devrions nous enregistrer auprès du gouvernement militaire, qui [...] a émis un mandat contre notre organisation, ce qui nous a contraints à fuir en Thaïlande. Nous ne pouvons pas nous enregistrer en Thaïlande, car nous sommes sans papiers. Nous envisageons de nous enregistrer dans un pays tiers, comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Australie. Cela nous permettrait d'étendre nos projets et d'accroître notre impact.

Or même les groupes qui sont enregistrés, qui ont des liens avec des réseaux de donateurs et qui ont reçu des subventions peuvent se heurter aux difficultés associées aux conditions d'octroi des subventions, notamment à des délais courts pour les projets, à des exigences excessives en matière de rapports et à des limitations quant à l'utilisation des fonds. À cet égard, certains font remarquer que les fonds ne peuvent généralement pas être utilisés pour couvrir les coûts opérationnels. D'autres citent le fait que de nombreux donateurs n'apportent pas de soutien financier aux mouvements politiques. C'est un problème pour les groupes qui s'attaquent à des sujets politiques sensibles, comme ceux qui plaident pour une réforme de la monarchie en Thaïlande.

Pour contourner cette limitation, un mouvement dirigé par des jeunes en Asie du Sud-Est a créé une fondation par l'intermédiaire de laquelle il soumet des demandes de financement, et fonctionne désormais comme deux groupes parallèles : une fondation et un mouvement.



RÉDUIRE AU MINIMUM LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DU FINANCEMENT INTERNATIONAL

Les groupes dirigés par des jeunes, qu'ils soient enregistrés ou non, cherchent à minimiser leur dépendance à l'égard des rares financements internationaux. Certains se tournent vers des modèles d'entreprises sociales, développant des sources de revenus indépendantes. Par exemple, ceux qui disposent de compétences techniques en interne recherchent des contrats de consultance rémunérés pour développer des campagnes de communication, organiser des événements ou entreprendre des recherches.

D'autres ont acquis des biens matériels. Un groupe communautaire en Thaïlande, par exemple, a acheté des camions qu'il utilise pour transporter les membres de la communauté aux manifestations et qu'il loue lorsqu'il ne les utilise pas.

Plusieurs groupes ont noué des relations avec des partenaires privés qui peuvent apporter un soutien en nature et un financement plus souple. Par exemple, l'Association panaméenne des débats a conclu un accord avec la chaîne alimentaire Subway, qui fournit des services de restauration pour ses activités dans la capitale. Ce groupe cherche à obtenir des parrainages similaires pour ses sections régionales, car

la fourniture alimentaire aux participants est l'une de ses dépenses les plus importantes.

Dans d'autres cas, les groupes ont eu recours au crowdfunding pour couvrir des dépenses que les organismes de financement ne prennent généralement pas en charge. En Thaïlande, des activistes avaient besoin de fonds pour libérer de nombreux jeunes activistes arrêtés en vertu de l'article 112 du code pénal, également connu sous le nom de loi de lèse-majesté. Leur campagne demandait aux gens de faire un don de 112 bahts thaïlandais (environ 3 USD) et a **permis de récolter des millions de dollars**.

Un groupe dirigé par des jeunes aux Philippines gère un réseau qui implique des jeunes de toutes les principales communautés insulaires du pays. Pour alléger la charge administrative de ses membres et compenser leur manque d'accès au financement, il a pris en charge le travail financier et administratif du réseau, y compris la gestion des subventions, ce qui leur a permis de continuer à ne pas être enregistrés et à fonctionner de manière informelle.

DURABILITÉ

En raison de l'absence de sources cohérentes de financement adaptées au contexte, la plupart des groupes d'activistes dépendent fortement du travail bénévole. Plus de la moitié des groupes interrogés se décrivent comme « totalement » dépendants du soutien des bénévoles, et plus de 20% disent en être « très » dépendants. Les groupes qui ne dépendent pas du tout des bénévoles sont des exceptions notables. Si certains groupes ont trouvé des moyens créatifs pour maintenir le soutien des bénévoles et minimiser les besoins en personnel rémunéré, beaucoup luttent pour maintenir leur travail.

Lorsque les groupes parviennent à embaucher du personnel, ils ne parviennent généralement pas à le rémunérer suffisamment, comme le souligne une membre de DAKILA. Cette situation, expliquent-ils, entraîne un taux de rotation élevé et oblige ceux qui restent à chercher d'autres emplois rémunérés, ce qui détourne leur attention de leur travail militant déjà très exigeant.

Autrement dit, le deuxième défi identifié par les participants au projet - celui de la durabilité du mouvement et de ses activités sur le long terme - est étroitement lié à leur accès limité au financement.

CONTROVERSES AUTOUR DU VOLONTARIAT

Le volontariat est un sujet controversé parmi les groupes dirigés par des jeunes. Nombre d'entre eux le considèrent comme essentiel non seulement pour leurs activités, mais aussi pour les valeurs et la culture de leur organisation, comme l'explique une membre d'El Milenio :

Nous pensons que la crédibilité du mouvement est renforcée par le volontariat. Notre organisation est très accommodante et flexible, étant donné qu'il s'agit d'un travail bénévole. Nous sommes ouverts les uns aux autres quant au temps que nous pouvons consacrer, et nous ne demandons pas aux gens de s'engager plus qu'ils ne le peuvent. C'est la culture des milléniaux. Participer n'est pas un devoir, c'est ce que nous voulons faire. Plus qu'un devoir, c'est une conviction.

D'autres, en revanche, s'opposent fermement au travail non rémunéré et cherchent donc à minimiser leur dépendance vis-à-vis des volontaires. Comme le dit un membre de ReFuse, un groupe libanais,

Nous avons très peu de bénévoles et nous faisons de notre mieux pour ne pas compter sur eux, car nous pensons que chacun doit être rémunéré pour son travail.

Une membre de Voto Joven au Venezuela ajoute quelques considérations pratiques qui ont conduit le groupe à chercher des « alternatives au volontariat non rémunéré » :

Les jeunes ont besoin de leur temps pour être économiquement viables. Mais les donateurs ne comprennent pas la nécessité de rémunérer les volontaires, alors que c'est essentiel à la durabilité. Le taux de rotation des bénévoles est très élevé et chaque fois que quelqu'un part, nous perdons des connaissances et nous finissons par devoir refaire le même travail.

Ces deux points de vue opposés se retrouvent aussi bien dans les groupes informels que dans les groupes établis.



GESTION DU RENOUVELLEMENT DE L'ÉQUIPE ET MAINTIEN DE L'ENGAGEMENT

El Milenio au Honduras est une organisation de bénévoles : elle dispose d'une équipe principale de 20 bénévoles qui gèrent les opérations quotidiennes et d'un réseau de plus de 100 bénévoles qui contribuent aux articles, cocréent des campagnes et participent aux activités. Les membres fondateurs et les anciens volontaires participent à un groupe consultatif mais ne sont pas considérés comme des membres actifs : pour maintenir l'engagement, le groupe a mis en œuvre une politique stricte de renouvellement des générations qui exige que les personnes âgées de plus de 26 ans passent le relais à des activistes plus jeunes. Cela permet de prévenir l'épuisement professionnel et de s'assurer que les rôles restent entre les mains de personnes engagées à un moment de leur vie où elles peuvent y consacrer du temps et de l'énergie. Grâce à cette politique, El Milenio peut anticiper le moment où des membres clés quitteront l'organisation, ce qui permet une transition fluide et une plus grande continuité.

En RDC, LUCHA est également entièrement gérée par des bénévoles. Malgré les risques considérables auxquels sont confrontés ses membres en raison de leur activisme, le groupe parvient à conserver un grand nombre de sympathisants en proposant de multiples formes d'engagement qui requièrent différents niveaux d'implication. Il existe trois catégories de membres : les sympathisants, qui croient en la mission de LUCHA et lui apportent un soutien financier mais ne participent pas à ses activités ; les activistes juniors, ou membres bénévoles qui participent aux réunions et aident à mener à bien les activités ; et les initiés, qui ont un accord écrit et font partie de l'équipe dirigeante. LUCHA maintient le soutien des bénévoles en faisant correspondre les intérêts individuels aux besoins du mouvement. Lors de leur adhésion, les volontaires suivent un processus d'orientation et de formation et sont invités à identifier trois des cinq groupes de travail disponibles qu'ils souhaiteraient rejoindre. Ils sont ensuite affectés à un ou deux de ces groupes en fonction des besoins de l'organisation.

NORMES SOCIALES

Les normes, valeurs et pratiques sociales dominantes influencent la manière dont les jeunes s'engagent dans l'activisme, et dans quelle mesure. Cela influence également le travail qu'ils accomplissent pour faire avancer le changement social. Si la nature et les dimensions de ces barrières culturelles diffèrent selon les groupes et les contextes régionaux, un défi commun consiste à surmonter les stéréotypes liés à l'âge, généralement assimilé à l'immaturité et à l'inexpérience. Comme l'exprime une membre d'Uqira :

On nous sous-estime parce que nous sommes jeunes. Nous faisons ce travail depuis six ans, mais nous sommes encore perçus comme inexpérimentés.



Les valeurs patriarcales et les normes de genre posent des défis supplémentaires aux jeunes femmes et constituent un obstacle redoutable pour les groupes qui travaillent avec elles dans de nombreux pays, comme l'explique une activiste au Bangladesh :

Comme nos femmes et nos filles sont totalement dépendantes des membres masculins de leur famille, nous devons obtenir le consentement de ces derniers avant de les approcher. C'est un énorme défi d'expliquer et de convaincre ces hommes de permettre à leurs femmes ou à leurs filles de participer à nos activités. Personne n'a jamais fait ce que nous faisons, et c'est évidemment un défi de faire quelque chose pour la première fois.

Un membre de Show Abilities, une organisation ougandaise pour et dirigée par des jeunes souffrant de handicaps mentaux, intellectuels, sensoriels et physiques, note également que les personnes handicapées doivent surmonter des obstacles supplémentaires résultant des préjugés et de la discrimination :

De nombreuses communautés ougandaises associent [certaines affections] à la sorcellerie, aux mauvais présages ou même à la punition de Dieu pour les mauvaises actions commises par les parents des enfants concernés. Nous luttons contre cela en sensibilisant la communauté.

Si les parents et les autres membres de la famille peuvent être des sources d'inspiration et de soutien pour les jeunes activistes, ils n'approuvent pas toujours leur activisme. Quelques personnes interrogées ont raconté des histoires d'amis qui ont connu des conflits à la maison. Parfois des relations ont même été rompues à cause de leur engagement civique. Ces expériences ont un impact significatif sur le moral des jeunes et sur la poursuite de leur participation.



FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES CULTURELLES

Le With Red & Period Mueum de Taïwan collabore avec des leaders religieux et culturels pour faire évoluer les mentalités sur les menstruations. Selon des croyances largement répandues, il est interdit d'entrer dans les temples religieux lorsque l'on a ses règles. Cela perpétue l'idée sous-jacente que les menstruations rendent les femmes « impures ». Dans les temples, les gens collectent souvent des amulettes. Le groupe produit et distribue donc des amulettes avec des messages positifs sur la menstruation, qui sont approuvées par les temples très influents.

Chacha Emprende, une initiative bolivienne fondée par des jeunes pour lutter contre la violence sexiste et la stigmatisation sociale qui limite l'accès des femmes à la prise de décision, utilise un programme d'éducation holistique pour promouvoir de « nouvelles masculinités ». Le groupe organise des ateliers qui donnent aux jeunes hommes autochtones une formation entrepreneuriale dans des activités traditionnellement considérées comme « féminines », telles que la cuisine et l'artisanat. Cela favorise une meilleure compréhension et un plus grand respect de ces métiers. Guidés par un aîné autochtone, les participants parlent du chacha-warmi - la dualité homme-femme dans le monde autochtone aymara - et explorent les façons dont les traditions ancestrales encouragent l'égalité et le respect entre les sexes.





DÉSÉQUILIBRES DE POUVOIR

Plusieurs groupes décrivent les déséquilibres de pouvoir au sein des communautés militantes comme un obstacle au progrès. Uqira est un réseau féministe intersectionnel non enregistré, dirigé par des bénévoles, qui fait progresser les programmes afro-féministes et queer au Venezuela, et fait partie de ceux qui luttent pour se faire entendre parmi les voix qui dominent de la communauté militante :

Les activistes LGBTQI+ sont essentiellement des hommes. Le leadership est dominé par les hommes ; ils sont les porte-parole, mais ils ne comprennent pas les points clés du plaidoyer. La situation est différente lorsque ce sont des femmes qui dirigent.

Tout en reconnaissant que le travail militant est toujours difficile, l'activiste souligne que le fait qu'elles soient « des femmes, qu'elles fassent partie de la communauté LGBTQI+ et qu'elles incommode » aggrave la situation.

D'autres réseaux féministes font état de luttes similaires. Une organisation féministe intersectionnelle basée en Indonésie, qui a requis l'anonymat, déclare qu'elle reçoit des menaces à la fois du gouvernement et des organisations conservatrices de la société civile qui considèrent le féminisme comme un programme occidental.

Parmi les autres déséquilibres de pouvoir, citons les tensions entre les activistes ruraux et urbains, les activistes transgenres et cisgenres, les groupes de différentes générations, les activistes de l'intégration des personnes handicapées et les activistes conventionnels, ainsi qu'entre les différentes factions idéologiques d'un même mouvement. Ce dernier point est souligné par un activiste thaïlandais qui reconnaît que « les conflits internes et le manque de confiance au sein du mouvement ont contribué à notre échec ».

RISQUES POUR LA SÉCURITÉ

Les participants font état d'une série de risques de sécurité qui limitent leur travail. Les plus fréquemment cités sont l'intimidation et la perturbation des activités, les menaces et le harcèlement en ligne, et les risques pour l'intégrité physique. Les sources de ces risques sont diverses et incluent les agences et le personnel gouvernementaux, les groupes armés non étatiques, les extrémistes politiques et religieux, les médias étatiques et privés, et les éléments conservateurs au sein du mouvement.

Un activiste philippin décrit la perturbation des activités de son groupe par la police dans le contexte de l'impitoyable « guerre contre la drogue » de l'ancien président Rodrigo Duterte :



Des policiers sont intervenus lors d'un entraînement de jeunes agriculteurs. Ils ont demandé un permis et les objectifs du programme, des informations personnelles, les noms des mères, les dates de naissance et les adresses des participants, puis ont mis fin à l'entraînement. Les informations recueillies peuvent être utilisées pour fabriquer de fausses accusations en matière de drogue. Nous avons décidé d'éviter d'organiser des activités dans ces zones afin de garantir la sécurité du personnel.

Un activiste thaïlandais raconte une expérience d'intimidation par les forces militaires pour désactiver un mouvement de protestation :

Lorsque nous avons manifesté pour la première fois contre le projet industriel du gouvernement, des militaires ont été déployés pour contrôler les manifestations pacifiques. Des militaires armés se sont également rendus dans mon lycée pour s'enquérir de mes déplacements, de mes allées et venues et de mes projets, et pour intimider les élèves et le personnel. Les autorités se sont aussi rendues chez moi pour s'enquérir auprès de ma mère des activités du groupe et des miennes, ont appelé mes amis pour savoir où je me trouvais et leur ont envoyé des messages sur leurs numéros personnels.

D'autres activistes soulignent le risque d'arrestation arbitraire. Un membre de Ngwe Oo Guru Lay Myar, un groupe du Myanmar, mentionne que trois membres du personnel ont été arrêtés au cours des deux dernières années. Une activiste anonyme des Philippines décrit le cas d'un collègue activiste qui a été arrêté alors qu'il participait à une manifestation créative consistant à accrocher une bannière sur une rue. Cela s'est passé un vendredi, apparemment le jour préféré de la police pour les arrestations, car cela leur permet de garder les activistes détenus pendant le week-end et de retarder la mise en liberté sous caution.

Le monde numérique est également dangereux. L'activisme s'est répandu en ligne, mais il en va de même pour les menaces, l'intimidation et d'autres violations des droits. Plusieurs participants à cette recherche décrivent des campagnes d'intimidation, de harcèlement et de diffamation en ligne. Aux Philippines, ces campagnes prennent souvent la forme de « marquage rouge » - l'étiquetage des activistes comme communistes - avec des personnes « avertissant les jeunes de ne pas s'impliquer dans le réseau, en disant que nous allons les corrompre ou leur causer des ennuis ».

En conséquence, les activistes s'abstiennent parfois d'utiliser les outils numériques autant qu'ils le feraient autrement. Comme le dit une membre d'Uquira, ils choisissent parfois de limiter la portée de leur travail pour rester en sécurité :

Nous ne montrons pas tout ce que nous faisons sur les médias sociaux. Nous travaillons dans l'ombre. La violence numérique nous empêche de publier tout ce que nous faisons.

Dans plusieurs contextes, l'atteinte à l'intégrité physique est une possibilité réelle. C'est ce que notent une activiste du Mali, où le danger vient des djihadistes qui tentent d'empêcher les filles d'aller à l'école, et un activiste de l'Irak, où il vient des dirigeants et des partisans des partis politiques. Un membre de l'équipe de volontaires de Basreon en Irak raconte :

En 2020, certains d'entre nous se sont fait tirer dessus, ainsi que sur nos voitures. Beaucoup d'entre nous, dont moi, ont dû partir et se réfugier dans d'autres villes.

La menace est encore plus forte en RDC, où plusieurs activistes de LUCHA ont été tués en raison de leur travail :



Il y a tant de répression et de danger. Nous avons déjà perdu quatre de nos camarades. Ils ont été tués. Nous faisons de notre mieux pour définir les paramètres de sécurité et assurer la sécurité des volontaires et des activistes, mais les risques sont toujours présents.

De nombreux activistes se disent préoccupés non seulement par leur propre sécurité, mais aussi par celle de leurs amis et de leurs familles. Ils soulignent également la nécessité d'un soutien pour renforcer leur capacité et celle de leurs groupes à se défendre contre les menaces numériques et physiques et à acquérir du matériel pour mettre en œuvre des systèmes de sécurité numérique améliorés.

SANTÉ MENTALE

Concilier la nature exigeante du militantisme avec la santé mentale et le bien-être est un défi à relever pour de nombreux groupes. Étant donné que la plupart des groupes impliqués dans cette recherche dépendent fortement du soutien de bénévoles et que de nombreux militants ne sont que peu ou pas rémunérés pour leurs contributions et leur temps, ils doivent concilier les exigences du militantisme avec d'autres exigences, y compris celles d'un emploi rémunéré et des responsabilités familiales. Une volontaire de la fondation vénézuélienne Civitas explique :



Civitas ne me génère pas de revenus, il me les prend. Parfois, j'ai mal à la tête et je me demande pourquoi je fais ce que je fais. Mais je suis passionnée et je ne me vois pas faire autre chose.

Les activistes doivent également faire face à la détresse causée par les menaces qui pèsent sur leur sécurité et au fardeau psychologique que représente l'exposition régulière aux injustices sociales, comme le décrit un membre du personnel du Centre international de psychologie de la paix :

Travailler dans une zone de conflit, c'est comme marcher sur des œufs. La situation de conflit permanent fait que les gens frappent à notre porte à 3 heures du matin demandant de l'aide pour faire face à des crises de panique. Lorsque les gens nous demandent de l'aide, on ne peut pas dire non. Il leur faut beaucoup de temps pour venir nous voir en raison de la stigmatisation et d'autres difficultés. Les professionnels comme moi n'ont pas l'impression de faire des pauses. Faire ce travail a un impact sur notre propre bien-être, et souvent on ne peut même pas en parler ouvertement pour notre propre sécurité.

Il existe une relation complexe entre l'activisme et la santé mentale, et certains groupes comprennent cela et ont entrepris des stratégies visant à établir « une communauté de soins et de bien-être », comme le dit un membre de DAKILA. Pour POET, la fourniture de ces soins est une caractéristique déterminante du groupe :

Le poids collectif des traumatismes subis par notre communauté est difficile à supporter. L'existence de ce groupe nous aide à faire face aux situations difficiles. Lorsque nous avons entendu parler des incendies d'usines et des personnes décédées, nous avons pu nous aider mutuellement à faire face à cette nouvelle tragique et à agir.



▶ CRÉER DES ESPACES DE SÉCURITÉ

En 2020, les mouvements de jeunesse thaïlandais ont déclenché la plus grande vague de manifestations antigouvernementales depuis le coup d'État militaire de 2014. Or, le régime s'est réaffirmé par la persécution et la peur. Il a harcelé, arrêté, poursuivi et condamné des activistes, tout en augmentant les restrictions sur le travail de la société civile. Un groupe thaïlandais prodémocratie a réagi en créant un « village » où les activistes qui ont participé à des manifestations anti-gouvernementales peuvent se réfugier. Le village offre un espace sûr où les activistes peuvent se reposer, se regrouper et élaborer des stratégies. En outre, l'initiative offre un soutien aux activistes écologistes déplacés par des projets de développement à grande échelle, offrant ainsi un espace de connexion entre les différents mouvements.

COLONISATION DE L'ESPACE MILITANT

Dans toutes les régions du monde, les groupes considèrent que les pratiques et les attitudes coloniales constituent un défi et soulignent la nécessité de décoloniser les espaces militants. Certains considèrent les exigences des donateurs comme représentatifs d'attitudes coloniales qui sont particulièrement néfastes lorsqu'elles ne correspondent pas aux réalités locales, comme l'a déclaré un membre d'Uqira au Venezuela :

Il faut avoir un compte international ou être enregistré. Ces [exigences] ne reflètent pas nos réalités. [Ces systèmes] sont des outils coloniaux que nous sommes obligés de naviguer.

D'autres activistes dénoncent les stéréotypes et les préjugés qui les obligent à se conformer à une certaine idée de l'activisme et à adopter des méthodes de travail qui ne reflètent pas nécessairement la culture ou les réalités locales. Une personne interrogée de Greenish affirme que :

La société civile internationale aborde l'Égypte avec une certaine arrogance. Ils pensent avoir tout compris [...] en se basant sur ce qu'ils voient dans les journaux. Ils arrivent avec des idées préconçues et des agendas prédéterminés et n'essaient pas d'interagir avec le contexte local.

Une membre du Ma'Mara Sakit Village, au Soudan du Sud, souligne que même si les recherches menées par les organisations internationales de la société civile ne reflètent pas entièrement leur réalité, des tentatives sont faites pour transformer ces recherches en « meilleures pratiques » qu'ils devront ensuite suivre. Une membre d'Étudiants pour un Tibet libre souligne que les campagnes les plus puissantes sont celles qui se fondent sur les informations produites par le mouvement lui-même. Plusieurs groupes posent des questions clés concernant

les sources légitimes et la validité des connaissances et expriment le souhait de promouvoir les connaissances locales et de renforcer leur capacité à produire leurs propres recherches.

Dans le cadre de la colonisation de l'espace militant, de nombreux participants à la recherche soulèvent la question des hiérarchies et des barrières linguistiques. Celles-ci sont identifiées comme un défi qui empêche de nombreux groupes d'accéder aux opportunités de financement et d'engagement - dont la plupart, comme le dit un activiste indonésien, « sont dans la langue du colonisateur ». Certaines langues, dont de nombreuses anciennes langues coloniales, conservent une position privilégiée dans le secteur du développement international et dans les espaces militants internationaux. Par conséquent, les



locuteurs de langues minoritaires doivent travailler beaucoup plus durement pour accéder aux mêmes opportunités, comme l'explique une membre du groupe bolivien Chacha Emprende :

Les agences devraient éviter le langage technique et formel, que nous n'utilisons pas en première ligne. Nous ne le comprenons pas. D'autant plus que notre langue maternelle est l'aymara et non l'espagnol.



DÉCOLONISER LES SYSTÈMES DE CONNAISSANCE

En Thaïlande, un réseau communautaire qui défend les droits fonciers et collectifs collabore avec des universitaires locaux afin de recueillir et de systématiser les preuves qui alimenteront le travail de plaidoyer. L'un de ses membres souligne l'importance de ces partenariats :

Nos activités ont été un succès parce que nous avons accès à des données approfondies. Lorsque les autorités ou les entreprises tentent de nous discréditer, nous pouvons réfuter leurs affirmations à l'aide d'informations recueillies en temps réel par des membres de la communauté, mais examinées et étayées par des universitaires.

En partenariat avec des universitaires locaux, le réseau a récemment mené une étude sur l'agriculture régénératrice, dans laquelle les agriculteurs alternent différents types de cultures au fil du temps,

et sur sa relation avec la pollution de l'air. Il cherche désormais à étendre ses partenariats universitaires :

Nous avons des liens avec des universitaires plus âgés avec lesquels nous travaillons depuis des décennies, mais nous voulons élargir notre champ d'action à des universitaires plus jeunes qui pourraient être en mesure d'apporter une nouvelle approche aux questions des droits fonciers et des droits collectifs.

Après des décennies d'activité au cours desquelles il a choisi de ne pas s'engager avec des mouvements « politiques », le réseau a récemment uni ses forces à celles d'autres mouvements de jeunes qui militent pour une réforme du gouvernement. Il l'a fait sous l'impulsion de ses jeunes membres, qui considèrent que leur mission organisationnelle est liée à des objectifs politiques de portée plus large.

CROISSANCE ET INTÉGRITÉ

Plusieurs groupes font face au défi de préserver leur intégrité tout en se développant. Au fur et à mesure qu'ils se développent, les groupes informels subissent souvent des pressions pour se conformer aux formats institutionnels établis. Ces structures peuvent impliquer un leadership, sapant les processus de prise de décision collective et les cultures inclusives qui avaient initialement attiré les membres vers le groupe. En outre, elles peuvent créer de nouvelles charges administratives et nécessiter des efforts de collecte de fonds, entraînant l'épuisement professionnel des membres.

Le groupe Ma'Mara Sakit Village fait partie de ceux qui expriment leur frustration face à ces pressions visant à modifier leurs méthodes de travail, ainsi que leur détermination à conserver leur esprit d'origine en dépit de la pression exercée en faveur de la formalisation :

Nous ne voulions pas nous enregistrer en tant qu'ONG parce que nous voulions nous concentrer sur la création du mouvement. Mais nous sommes souvent contraints de nous identifier soit comme une ONG, soit comme une entreprise, en particulier par les partenaires de développement internationaux, les ONG internationales et les donateurs.

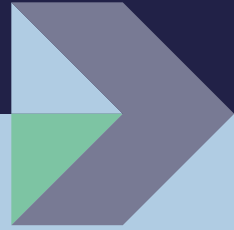


GÉRER LA RÉUSSITE

Pour gérer et assurer le financement de son portefeuille croissant de projets relatifs aux droits humains, DAKILA a créé et enregistré une organisation sœur. Cela lui a permis d'assurer une gestion efficace tout en restant un groupe militant qui permet à ses membres d'expérimenter avec de nouvelles idées. Bien que le groupe reconnaisse que le maintien de deux organisations est une solution gourmande en ressources, ils estiment que cela leur a permis de développer les systèmes dont ils avaient besoin pour soutenir la croissance tout en conservant l'étincelle créative de ses débuts, il y a 18 ans. La séparation des structures militantes et de gestion a également aidé DAKILA à minimiser les risques.

S'il n'y a pas de financement, nous pouvons toujours abandonner les activités liées aux projets. Toutefois, nous ne renoncerons jamais à DAKILA, car nous sommes convaincus que l'esprit de communauté qu'incarne DAKILA est ce qui alimentera toujours la création de mouvements.





➤ APPRENTISSAGES





1. CULTIVER UNE CULTURE ORGANISATIONNELLE DE BIEN-ÊTRE ET DE CROISSANCE

Les groupes qui soutiennent le bien-être et l'épanouissement des individus sont plus aptes à maintenir l'engagement de leurs membres. Il s'agit notamment de donner un sentiment de communauté et d'utilité, de respecter le temps et les contributions des membres et de leur offrir des possibilités d'apprentissage et d'épanouissement. Comme l'explique un participant, « personne ne devrait avoir faim - d'opportunités, de leadership, de pauses ou de repos. Si c'est le cas, il ne reviendra pas. Nous devons nous rappeler que nous sommes tous des personnes avant tout ».



2. IDENTIFIER ET DÉVELOPPER LE LEADERSHIP

Cultiver de futurs leaders au sein du mouvement est essentiel pour la continuité et la viabilité à long terme. « Nous faisons grandir nos dirigeants à la maison », déclare un participant. « Nous diffusons rarement des appels à candidatures ». Lorsqu'ils sont issus du mouvement, les nouveaux dirigeants parlent couramment la langue d'une organisation et connaissent ses méthodes de travail, ce qui facilite le transfert des connaissances organisationnelles. Dans les contextes vulnérables, cela permet également de maintenir la confiance et le sentiment de sécurité au sein du groupe.



3. FORMER DES COALITIONS ET DES PARTENARIATS

Le travail conjoint avec d'autres mouvements en vue d'atteindre des objectifs communs peut accroître la visibilité, la portée et l'impact. La collaboration entre les mouvements réduit les charges grâce au partage des responsabilités, à la mise en commun des ressources et aux échanges d'expérience et d'expertise. Des partenariats mutuellement bénéfiques et éventuellement à long terme peuvent également être établis avec des organisations de la société civile, des entreprises privées et des institutions universitaires. Ils permettent d'étendre la portée, de renforcer la visibilité et de débloquer l'accès à un financement durable et à des ressources en nature. Les activistes préfèrent souvent ces relations car ils se sentent comme des partenaires plutôt que comme des bénéficiaires de subventions.



4. CRÉER DE MULTIPLES VOIES D'ENGAGEMENT

Chaque personne s'engage de manière différente. En reconnaissant les multiples facteurs qui influencent le type, l'étendue et les fluctuations de la participation, les groupes peuvent créer de multiples voies d'engagement. Si toutes les contributions sont valorisées, les membres peuvent être encouragés à contribuer quand ils le peuvent et à rester engagés au fil du temps. Plutôt que de les limiter et de faire pression sur eux pour qu'ils restent, une personne interrogée explique : « Nous encourageons les membres à se développer. S'ils doivent quitter le pays pour étudier, ils peuvent le faire. Nous savons qu'ils reviendront avec leurs connaissances ».




5. ENCOURAGER LA PARTICIPATION

Une participation significative des membres et de la communauté au sens large présente des avantages considérables. La participation est au cœur des valeurs et de l'identité de nombreux groupes en tant que mouvements populaires. Elle permet également de mieux comprendre des questions sociales complexes, ce qui les aide à élaborer des solutions plus solides, plus inclusives et plus efficaces. Ceux qui ne sont pas en mesure de maintenir des possibilités de participation significatives au fil du temps risquent de perdre les membres initialement attirés par la culture participative d'un groupe.



ANNEXE 1. MÉTHODOLOGIE ET PROCESSUS



Ce projet de recherche a employé une méthodologie participative. Les participants, majoritairement provenant du groupe étudié, ont été activement impliqués dans toutes les étapes du processus de recherche, allant de la conception du projet jusqu'à la collecte et l'analyse des données. En reconnaissant la valeur des compétences et des expériences des participants, cette approche a permis de s'assurer que les données recueillies soient exactes, culturellement appropriées et contextuellement pertinentes.

Menée entre octobre 2022 et juin 2023, la recherche a été entreprise par une équipe diversifiée et intergénérationnelle comprenant 11 jeunes chercheurs avec de l'expérience dans le domaine de l'activisme mené par des jeunes. Elle comprenait quatre phases, détaillées ci-dessous, suivies de la systématisation et de l'analyse des données.



PHASE 1.

EXAMEN DES DOCUMENTS

Une analyse documentaire multilingue a permis de valider les conclusions du rapport « **Tendances des jeunes en matière de militantisme et d'expansion de l'espace civique** », publié en août 2022, et de déterminer plus précisément le champ d'application de la présente étude. Les sources examinées comprenaient des revues universitaires, des médias traditionnels, des pages Facebook, des podcasts, des sites web et des chaînes YouTube dans neuf langues : anglais, arabe, bahasa indonésien, birman, chinois, espagnol, hindi, kiswahili et thaï.

Bien que l'analyse ait été limitée aux langues représentées au sein de l'équipe, l'élargissement de l'analyse documentaire au-delà des documents publiés en anglais a constitué une étape importante dans la lutte contre les tendances linguistiques du corpus de recherche actuel. Cet effort s'est aligné sur les priorités définies dans le rapport Tendances, notamment celle de comprendre les expériences des jeunes dans des contextes divers.

Les publications informelles et multimédias ont été incluses à la demande de l'équipe de recherche jeunesse, qui souhaitait examiner les sources d'information populaires parmi les jeunes de leurs communautés. Les chercheurs jeunesse ont eux-mêmes sélectionné les ressources à examiner et les ont classées par ordre de priorité en fonction de leur pertinence, de leur spécificité et de leur fiabilité.

PHASE 2.

CONCEPTION DE LA RECHERCHE

Après avoir examiné indépendamment les documents choisis, les jeunes chercheurs ont comparé leurs résultats en petits groupes. L'équipe s'est ensuite réunie pour convenir des priorités de la phase de collecte des données et a défini les questions directrices suivantes :

- Qu'est-ce qui motive les jeunes à se mobiliser ?
- Quelles tactiques utilisent-ils pour se mobiliser, agir et maintenir leur engagement dans différents contextes ?
- Quels sont les défis auxquels sont confrontés l'activisme jeune et les groupes dirigés par des jeunes, et en quoi diffèrent-ils dans le monde ?
- Quelles stratégies utilisent-ils pour relever ces défis avec succès ?

Six domaines ont été identifiés pour une exploration plus approfondie :

- L'utilisation d'outils numériques et les risques et défis qui y sont liés
- Collaboration intergénérationnelle
- Préoccupations en matière de protection et atténuation des risques
- L'impact de l'héritage historique sur l'activisme contemporain des jeunes
- Collaboration transnationale et entre mouvements
- Mesurer l'impact de l'activisme

Un guide d'entretien semi-structuré a été préparé et revu par l'équipe de recherche et l'équipe d'action jeunesse de CIVICUS.

PHASE 3.

IDENTIFICATION DE CANDIDATS POUR UN ENTRETIEN

Pour identifier les groupes et mouvements de jeunes à inclure dans la recherche, l'équipe a eu recours à un processus de nomination entre pairs. Ce faisant, elle a priorisé la perception des jeunes à propos de qui d'entre eux devraient être inclus dans la recherche, et pourquoi.

Le formulaire de nomination entre pairs a été publié en 11 langues - arabe, birman, chinois, anglais, français, hindi, kiswahili, portugais, russe, espagnol et thaï - et a été diffusé pendant six semaines selon la méthode de la boule de neige. L'équipe de recherche de jeunesse ainsi que d'autres membres de l'équipe d'action jeunesse ont lancé le processus de diffusion en transmettant le formulaire de nomination à des potentiels référents issus de leurs réseaux de jeunes activistes.

L'équipe de recherche s'est volontairement adressée à des personnes jugées capables d'identifier les groupes sous-représentés dans les recherches existantes, tels que les groupes non anglophones, les groupes informels ou non enregistrés, les groupes sans présence en ligne ou ayant un accès limité aux outils numériques, les activistes dont l'accès aux formes traditionnelles de participation est entravé, notamment en raison d'un handicap, d'un conflit ou d'un déplacement, et ceux qui travaillent sur des questions telles que les droits des personnes LGBTQI+, le handicap et l'inclusion, l'apatridie et les déplacements, et les droits des peuples autochtones.

Les référents ont été invités à désigner des groupes dirigés par des jeunes (âgés de 18 à 30 ans) qui, ayant eu un impact significatif dans leur communauté et offrant une perspective unique sur les tactiques



utilisées par les jeunes activistes pour faire avancer leurs programmes, voudraient partager leur histoire s'ils n'ont pas encore eu l'occasion de le faire. Les référents devaient ensuite transmettre le formulaire à d'autres référents potentiels.

En conséquence, 97 référents de 29 pays ont soumis 114 nominations. La plupart étaient issus de la société civile et 72 % d'entre eux avaient moins de 30 ans. 46 d'entre eux se sont identifiés comme hommes, 46 comme femmes et cinq ont préféré ne pas se prononcer ou n'ont pas répondu.

Les 114 groupes nominés étaient originaires de 37 pays, avec une plus grande représentation des régions en dehors de l'Amérique du Nord et l'Europe.

Sur la base d'un examen préliminaire des candidatures, le groupe consultatif de recherche, composé principalement d'adultes issus d'organisations au service de la jeunesse, a été sollicité pour combler les lacunes de l'échantillon.

Les jeunes chercheurs ont examiné les candidatures par équipes de trois. Les formulaires soumis dans une langue autre que l'anglais ont été traduits, ayant été distribués de manière à ce que chaque formulaire puisse être examiné dans la langue dans laquelle il a été soumis à l'origine et, si possible, par un chercheur connaissant le contexte local du candidat. Cela a permis de minimiser les préjugés tout en favorisant l'apprentissage mutuel.

Les nominations ont été présélectionnées sur la base des considérations suivantes :

Pertinence. Dans quelle mesure le groupe désigné répond-il aux critères de base suivants : il est dirigé par des jeunes, de manière informelle avec une structure de direction décentralisée, il est géré par des bénévoles et dispose de ressources limitées, il opère dans une langue autre que l'anglais, il a eu une influence positive sur sa communauté et il a le potentiel d'apporter une meilleure compréhension des tactiques utilisées par les jeunes activistes.

Caractère unique. Le groupe a-t-il le potentiel d'offrir un aperçu unique de la manière dont les jeunes se mobilisent ?

Domaines de travail. Le groupe travaille-t-il dans un domaine qui, selon les jeunes, est important pour eux ?

Représentation/Inclusion. S'agit-il d'un groupe qui a été exclu de la recherche traditionnelle ?

Équilibre/potentiel de comparaison. Le groupe apporte-t-il de l'équilibre à l'échantillon en termes de répartition régionale, de domaine de travail, etc. ? L'échantillon présente-t-il des possibilités de comparaison intéressantes ?

Faisabilité. L'équipe dispose-t-elle des capacités nécessaires (langue, fuseau horaire, etc.) pour mener à bien un entretien ? Si ce n'est pas le cas, est-il possible d'obtenir de l'aide extérieure ?

Facteur d'émerveillement. Y a-t-il quelque chose de particulièrement impressionnant ou passionnant à propos du groupe et de son travail ?

PHASE 4.

LES ENTRETIENS

Des entretiens en ligne et en personne ont été menés auprès de 103 personnes appartenant à 55 groupes de jeunes dans 25 pays, dont 90% en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Soixante-dix-neuf pour cent des personnes interrogées avaient moins de 30 ans et 97% moins de 35 ans. Les personnes interrogées n'ont pas été invitées à préciser leur genre.

Les personnes interrogées appartenaient principalement aux communautés et aux langues représentées dans l'équipe de recherche. Les entretiens ont été menés en 12 langues : arabe, assamais, birman, chinois (mandarin/cantonais), anglais, langue des signes anglaise, français, hindi, luganda, rohingya, espagnol et thaï. Environ un tiers des réunions se sont déroulées dans une langue non officielle des Nations Unies. Les groupes dont les langues n'étaient pas parlées par les membres de l'équipe de recherche (aymara, bahasa-indonésien, cachemiri, kurde et tagalog, entre autres) ont été interrogés en anglais ou dans une autre langue commune.

Afin d'encourager un partage ouvert, les entretiens n'ont pas été enregistrés. Les chercheurs ont pris des notes systématisées dans la langue de leur choix. Les notes ont ensuite été saisies dans un formulaire en anglais, en utilisant des menus déroulants avec des étiquettes prédéfinies pour identifier les thèmes, les modèles et les informations significatives.

Dans la mesure du possible, les entretiens ont été menés de manière présentielle pour garantir la participation de jeunes appartenant à des groupes exclus, notamment ceux en situation de handicap ou à mobilité réduite, ou dont l'accès aux outils numériques est limité.



LIMITES

Cette recherche visait à expérimenter avec des formes différentes de collecte d'informations de manière à encourager la confiance et l'inclusion, mais elle s'est heurtée à une série de limites.



En raison de sa forte dépendance aux réseaux de l'équipe de recherche sur la jeunesse pour identifier les potentiels participants, l'échantillon de personnes interrogées est biaisé en faveur des pays, des communautés et des groupes linguistiques représentés au sein de l'équipe. Cela signifie que d'importants groupes linguistiques et régions du monde, notamment les Caraïbes, l'Asie centrale et l'Océanie, ne sont pas couverts par l'étude. L'ambition initiale d'explorer comparativement les défis auxquels sont confrontés les jeunes militants dans les différentes régions du monde demeure donc partiellement inachevée. Une étude de suivi pourrait bénéficier d'échantillons plus importants et représentatifs et de méthodes de collecte de données supplémentaires telles que des enquêtes.

L'équipe a également eu du mal à entrer en contact avec des organisations de personnes handicapées, à une exception près en Ouganda. De même, les seuls réfugiés de l'étude étaient les participants vivant près de Cox's Bazar au Bangladesh.

Il s'est également avéré difficile d'inclure des groupes ayant un accès limité à l'internet et à la technologie. Bien que des entretiens en personne aient été initialement prévus, des obstacles inattendus ont empêché certains chercheurs de rencontrer les groupes en personne et des entretiens en ligne ont dû être menés à la place.

Les efforts déployés pour remédier à la sous-représentation des groupes non anglophones dans les recherches axées sur la jeunesse ont posé des problèmes au niveau du processus de documentation et d'analyse. Les notes d'entretien ont dû être transcrites en anglais et des détails ont certainement été perdus dans la traduction. De nombreux suivis ont été nécessaires pour résoudre les incohérences dans les notes. Les groupes participants ont également été contactés directement pour valider les citations et le contenu qui leur étaient attribués, et un atelier de validation a été organisé pour vérifier les résultats auprès des groupes participants.



ANNEXE 2.

QUESTIONS DE SUIVI

En consultation avec les partenaires de recherche, les participants et les personnes interrogées, l'équipe de recherche a dressé une liste de questions visant à ouvrir un dialogue plus approfondi.

POINTS D'ENTRÉE

- Où se situe la frontière entre « expérience vécue » et militantisme ? Y en a-t-il une ? À quel moment l'« expérience vécue » conduit-elle à la création d'un groupe pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes rencontrés ?
- Est-il nécessaire de disposer d'un « capital social » pour lancer un mouvement ?
- Comment les différentes identités d'une personne influencent-elles le type de militantisme dans lequel elle s'engage ?

TACTIQUES

- La collaboration inter-mouvements est-elle facilitée par la reconnaissance de valeurs, d'identités ou de défis communs malgré les différences de contexte ? Quels sont les autres facteurs qui motivent la collaboration entre les mouvements ?
- Quel soutien est nécessaire pour faciliter la mise en réseau et la collaboration entre des groupes qui ne partagent pas une langue commune ?
- Comment explorer les ressources autres que l'argent ?

DÉFIS

- Comment maintenir l'engagement des bénévoles, en particulier dans les premiers temps d'un mouvement ?
- Comment les grands groupes peuvent-ils prendre des décisions et répartir les responsabilités de manière participative ?
- Existe-t-il des groupes fournissant une aide juridique gratuite pour faciliter la procédure d'enregistrement ?
- Quelles stratégies les groupes peuvent-ils mettre en œuvre pour se

protéger contre les risques de sécurité graves ? Les géants privés du numérique offrent-ils aux activistes un accès gratuit aux outils de sécurité numérique ? Comment les activistes peuvent-ils se prémunir contre leur utilisation abusive ?

- Comment pouvons-nous mieux collaborer ? Pourquoi ne collaborons-nous pas davantage ?
- Comment identifier nos alliés ? Si des institutions soutiennent un mouvement par intérêt personnel, peuvent-elles encore être considérées comme des alliés ?

RÉPONSES

- Existe-t-il d'autres exemples de tentatives de décolonisation de la connaissance dont nous pourrions nous inspirer ?
- Comment d'autres groupes de jeunes vont-ils au-delà de leur public traditionnel pour obtenir des partenariats et des financements ?
- Comment pouvons-nous mobiliser les ressources au sein de

RECHERCHE

- Quelles sont les considérations éthiques à prendre en compte lors de recherches impliquant des personnes âgées de moins de 18 ans ?
- Comment la collaboration et les partenariats avec le monde universitaire ou la société civile peuvent-ils renforcer l'impact ?
- Quels sont les méthodes et les outils qui peuvent être utilisés pour communiquer plus efficacement les résultats à divers publics, y compris les jeunes ?
- Pourquoi avons-nous rencontré de nombreuses difficultés pour impliquer les organisations de personnes handicapées ? Comment pouvons-nous garantir que les questions de handicap soient effectivement intégrées dans la recherche sur la société civile, plutôt que d'être traitées comme un sujet distinct ?

REMERCIEMENTS

L'analyse contenue dans ce rapport n'aurait pas été possible sans la contribution et les idées de nombreux activistes qui ont généreusement donné de leur temps et de leur expertise et ont partagé leurs histoires. Nous remercions les groupes et les mouvements qui ont participé aux entretiens qui alimentent ce rapport :

Action pour la Promotion des Jeunes et Enfants Communicateurs, Mali | Anataban, Soudan du Sud | Association de la jeunesse rohingya, Bangladesh | Association nationale d'infirmité motrice cérébrale, Ouganda | Association panaméenne des débats, Panama | Association Parlons-Jeunesse, Mali | Basreon Volunteer Team, Iraq | Burma Support, Myanmar | Centre international de psychologie de la paix, Cachemire | Chacha Emprende, Bolivie | Conseil de la démocratie de Hong Kong, Hong Kong/États-Unis | Coordination d'Organisations de Secours d'Urgences et Aide au Développement, Congo | CTJ Rutshuru, RDC | DAKILA : Collectif philippin pour l'héroïsme moderne, Philippines | Djerba Insolite, Tunisie | Drishti, Inde | Éducation et développement de la sagesse pour les femmes rohingyas, Bangladesh | Education Revolution, Iraq | El Milenio, Honduras | Étudiants pour un Tibet libre, États-Unis | Fondation Civitas, Venezuela | Greenish, Egypte | Groupe Féministe XX, Iraq | LUCHA, RDC | Ma'Mara Sakit Village, Soudan du Sud | Naffe Tusobola, Ouganda | Ngwe Oo Guru Lay Myar, Myanmar | Observatoire de la jeunesse, Venezuela | Peace Makers Organisation, Syrie | Peuple du Turkistan oriental, Australie | ReFuse, Liban | Rohingya Peace Innovation Unity, Bangladesh | Safai Sena, Inde | Savoir Vivre, RDC | Show Abilities Uganda Eastern/Central/Northern/Western, Uganda | Tarim Network, Royaume-Uni | Thaluwang, Thaïlande | Transmen Collective, Inde | Uquira, Venezuela | Voto Joven, Venezuela | With Red & Period Museum, Taïwan | Word Smash Poetry Movement, Zambie

Nous sommes particulièrement reconnaissants aux activistes du Bangladesh, de l'Indonésie, du Mali, du Myanmar, des Philippines et de la Thaïlande qui ont demandé à rester anonymes pour des raisons de sécurité, mais qui ont fourni des informations et des points de vue précieux sur les efforts qu'ils continuent de déployer sans laisser la peur entraver leurs rêves.

CONTACTEZ-NOUS

 [civicus.org](https://www.civicus.org)

 info@civicus.org

 [/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)

 [@CIVICUSalliance](https://twitter.com/CIVICUSalliance)

SIÈGE SOCIAL
25 Owl Street, 6ème étage
Johannesbourg, 2092
Afrique du Sud
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

BUREAU POUR L'ONU : NEW YORK
We Work
450 Lexington Ave
New-York, NY 10017
États-Unis

BUREAU POUR L'ONU : GENÈVE
11 Avenue de la Paix
Genève, CH-1202
Suisse
Tel: +41 (0)22 733 3435